

ALGER

Extract of Alger républicain

Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Les-gardes-communaux-satisfaits-de.html>

Ils ont mis fin à leur sit-in permanent à Boufarik

Les gardes communaux satisfaits de la réponse de leur tutelle !

- Lutttes sociales en Algérie -

Publication date: samedi 25 août 2012

Description:

Les gardes communaux ont mis en effet,un terme à leur mouvement de contestation après un éprouvant combat qui a duré près d'un mois.

[alt] DR El Watan" title="" />

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Les gardes communaux ont mis en effet, un terme à leur mouvement de contestation après un éprouvant combat qui a duré près d'un mois.

Ils avaient convenu, dans la soirée du 31 Juillet, de lever le camp de fortune installé sur un site près de Boufarik, face à l'aéroport militaire où ils avaient élu « domicile » depuis deux semaines suite à l'empêchement de leur marche sur Alger, la deuxième du genre. Dès le matin du 1er Août, le mot d'ordre qui avait retenti telle une traînée de poudre a aussitôt été suivi. Le campement de fortune qui leur avait servi de quartier pour cette quinzaine ramadhaneuse a été levé tôt dans la matinée. Cette fin heureuse a été décidée après que la tutelle ait enfin, ouvert la voie du dialogue. La veille de cette levée de campement, une réunion s'est tenue au siège du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, à l'initiative de la tutelle.

Les gardes communaux ont pu arracher de grands acquis. Comme première : « Une conséquente augmentation salariale, la liberté laissée aux gardes communaux de rejoindre les rangs de l'ANP ou ceux d'une entité économique publique à titre d'agents de sécurité ou d'opter pour une retraite avec tous les droits y afférents. » Enfin, « la mise au même niveau des droits pour les veuves des gardes communaux tombés au champ d'honneur avec le reste des veuves des autres éléments des corps de sécurité ayant subi le même sort ». Reste maintenant à trancher ces projets de mesures au sein des commissions et des ateliers à mettre en place du fait de l'implication de plusieurs institutions. En effet, les ministères des Finances, du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, vont siéger ensemble dans ces ateliers.

Le ministère avait rappelé qu'il était disposé à prendre en charge les dossiers des veuves et des victimes du terrorisme qui n'ont pas bénéficié jusque-là, de leurs droits. Selon le communiqué, il est question également de faciliter l'accès à l'aide à l'habitat rural dans ses deux formules : logements individuels et groupés, aux agents qui remplissent les conditions. Ainsi, le communiqué n'a tranché que sur un seul point, à savoir les rémunérations des agents redéployés vers de nouveaux postes d'emploi au niveau des entreprises et administrations publiques.

Ces derniers vont percevoir les mêmes salaires que dans le cadre de la garde communale. Pour rappel, depuis la dernière marche des gardes communaux sur Alger, le ministère de l'Intérieur ne cesse d'acheter des espaces publicitaires pour communiquer le contenu de ses rencontres avec les gardes communaux.

Tiré des journaux : l'Expression du 02/08/2012, El-Watan du 04/08/2012 et Liberté du 11/08/2012

Chronologie du mouvement de contestation des gardes communaux

1/ Les gardes communaux organisent une marche nationale sur Alger

Les gardes communaux, qui protestaient depuis le 26 juin dernier devant le siège de la délégation de la garde communale de Blida, avaient décidé d'organiser une marche nationale le Lundi 09 Juillet 2012 sur Alger. En effet, les gardes communaux, corps constitué en 1994 en pleine période de violence terroriste, ont voulu donner à cette marche un caractère symbolique et pacifique.

[alt] DR El Watan" title="" />

Manifestation des gardes communaux le 9 juillet dernier.

Cette action a été décidée à l'issue d'une réunion qui avait regroupé les délégués nationaux de ce corps de sécurité avait indiqué par téléphone au journal Al-Watan, le délégué national et représentant de la wilaya de Bouira, Aliouat Lahlou : « Plus de 30 000 gardes communaux issus des détachements de plusieurs wilayas seront au rendez-vous ce lundi », précise ce dernier. « Nous avons décidé d'occuper la rue, et ce, en organisant une marche à partir de Blida vers le siège de la présidence à El Mouradia ». La marche avait commencé à 4h en empruntant l'autoroute reliant Blida à Alger.

Des milliers de gardes communaux avaient déposé leurs armes au niveau de leurs détachements respectifs pour rejoindre cette action qui se veut l'ultime recours, explique le même délégué, pour dénoncer la marginalisation de ce corps de sécurité, utilisé comme moyen de lutte antiterroriste depuis l'avènement du terrorisme. « Nous avons épuisé tous les recours possibles, mais les autorités concernées ont ignoré notre appel ». Par ailleurs plusieurs actions de protestation ont été enregistrées à travers plusieurs wilayate avant l'organisation de la marche avait rapporté la presse.

A l'exemple des centaines de gardes communaux qui avaient observé un sit-in de plusieurs jours devant le siège de la wilaya de Bouira en guise de solidarité avec leurs collègues de Blida. « Nous exigeons l'intervention du président de la République. Notre dossier relève du ministère de la Défense nationale et c'est Bouteflika qui en est le ministre », insistent-ils relève le journal El-Watan.

Les gardes communaux revendiquaient la revalorisation de leur organisme en tant que corps armé. En outre, ils réclamaient :

- le versement des primes des heures supplémentaires,
- la délivrance des attestations prouvant leur engagement dans la lutte antiterroriste,
- La prise en charge les familles des agents victimes du terrorisme
- L'octroi des aides dans le cadre de l'habitat rural.

« Nous sommes considérés comme des agents de la Fonction publique, sans aucun égard aux risques liés au port d'arme », « Nous sommes actuellement nommés comme agents administratifs classés à la catégorie 6 de la grille de la Fonction publique. **Nous ne sommes pas des administratifs, mais des maquisards** », expliquait Aliouat Lahlou au même journal. Il souligne que « *contrairement aux militaires, un garde communal ne peut pas prétendre à une retraite anticipée* ». De plus, ajoutait-t-il, « nous n'avons jamais été payés pour nos heures supplémentaires... **Le ministère de la Défense nous refuse l'entrée dans les hôpitaux militaires, alors que nous avons combattu les hordes sanguinaires dans les montagnes et les coins les plus reculés du pays** ».

2/ Après une longue marche de Blida vers Alger : les gardes communaux affrontent la police

Entre un rassemblement à El Mouradia, aux portes de la présidence de la République, ou en plein centre de la capitale, les encadreurs des gardes communaux se veulent bien garder au début de donner des précisions à la presse, pour des « *raisons tactiques* ». Partis de Blida vers 4h du matin, les gardes communaux, déjà en rassemblement de protestation depuis le 26 juin dans la même ville, avaient décidé de rejoindre la capitale à pied. Ils avaient marché en groupes dispersés tout au long de l'axe autoroutier Blida-Alger.

Selon leur délégué national : « 45 000 éléments ont répondu à l'appel afin de porter haut leurs revendications ». **Le nombre réel des contestataires avoisinait vraisemblablement les 10.000 d'après les journalistes présents sur les lieux.** Munis de drapeaux algériens et de banderoles, les protestataires se sont retrouvés aux portes sud de la capitale vers 12h.

Après des dizaines de kilomètres parcourus, les unités républicaines de sécurité (URS) et les brigades anti-émeute les attendaient de pied ferme au niveau de la passerelle de Birkhadem à l'ouest d'Alger, déployées sur place pour les empêcher de gagner la Présidence de la République, à El Mouradia, sur les hauteurs de la capitale. Ils étaient environ 2500 policiers postés des deux côtés de l'autoroute Alger-Blida. Plus de 200 fourgons et un canon à eau étaient là, stationnés à proximité du marché de la localité, avait constaté sur place le journaliste d'El-Watan. Vers 16h30, des altercations avaient éclaté entre le premier peloton des gardes communaux et les policiers. Les affrontements qui avaient éclaté à plusieurs reprises se seraient soldés, selon Aliouat Lahlou, par l'arrestation de 400 agents et de 100 autres blessés. Suite aux échauffourées, l'autoroute Alger-Blida était restée fermée dans les deux sens. Entre Bir Mourad Raïs et Birkhadem, la circulation automobile avait été fortement perturbée.

Toujours sur les lieux d'après le journaliste d'El-Watan, des jeunes issus des quartiers jouxtant l'autoroute se mirent de la partie. Ils se solidariserent avec les gardes communaux. Certains sont même entrés en confrontation directe avec les brigades anti-émeute. Des pierres sont lancées de part et d'autre.

3/ Repli de milliers de gardes communaux sur Blida après avoir été empêchés d'atteindre le siège de la Présidence

Après leur impressionnante marche réprimée à l'entrée d'Alger et leur tentative d'atteindre le siège de la Présidence qui avait été empêchée, les milliers de gardes communaux ont été finalement contraints de rebrousser chemin.

Mais ils ne comptaient pas baisser les bras. **Ils avaient appelé à la concrétisation des promesses faites par le ministère de l'Intérieur en 2011, se sentant bernés par la tutelle et abandonnés par la classe politique.**

Ils sont repartis, durant la nuit de lundi à mardi, à Blida, d'où ils avaient entamé leur action de protestation pour « *un statut digne de leurs sacrifices pour la sauvegarde de la République* ». « *Nous avons décidé de retourner à Blida car il était impossible d'avancer vers le siège de la Présidence, vu l'impressionnant dispositif sécuritaire mobilisé au niveau de Birkhadem pour stopper notre progression* » avait déclaré à la Presse le délégué national des gardes communaux qui considérait que la marche n'était pas un échec, qu'il n'était pas question d'abandonner leurs revendications et qu'il y aura d'autres actions à mener.

Les protestataires ont finalement réussi à obtenir un rendez-vous avec le secrétariat général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. « Une délégation des gardes communaux a été reçue le 10/07/2012 par le responsable de la tutelle », avait indiqué ce dernier à la presse. Il avait fait le bilan des affrontements les ayant opposés à la police. Il parle d'une soixantaine de blessés et de 400 agents arrêtés, dont 150 ont été libérés dans la même journée. Les gardes communaux, qui ont réussi l'une des plus longues marches de l'histoire de l'Algérie (un trajet de 50 km parcouru à pied), réclament la révision de leur statut particulier, rappelle un journaliste d'El-Watan. **Leur effectif actuel, selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, est de 93 000 éléments à l'échelle nationale. Plus de 4000 d'entre eux ont été tués dans le cadre de la lutte antiterroriste.**

Quant à la rencontre qui avait eu lieu entre les membres de la délégation et le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, **des représentants des gardes communaux ont déclaré avoir été outrés par les déclarations qualifiées de provocatrices de ce dernier.** A ce sujet, M. Lahlou délégué national, avait rapporté au même journal les propos du ministre de l'Intérieur et de son secrétaire général « **M. Ould Kablia nous a provoqués**

en nous déclarant qu'en 1994, nous étions volontaires pour prendre les armes. Et personne ne nous a forcés pour qu'aujourd'hui nous exigions nos droits. » « Vous avez pris des armes pour assurer votre sécurité . » Et il avait affirmé que les pouvoirs publics veulent à tout prix liquider ce dossier. Des gardes communaux qui se sont déplacés à la rédaction d'El-Watan avaient dénoncé les propos du ministre. « Nous ne sommes pas satisfaits, la preuve : nous sommes en sit-in à Blida. » En effet, des milliers d'entre eux avaient tenu campement devant le siège de la délégation de la garde communale de cette ville.

4/ Une quarantaine de gardes communaux devant le tribunal de Bir Mourad Raïs

Par ailleurs, pas moins d'une quarantaine de gardes communaux vont comparaître, le 24 octobre prochain, devant le tribunal de Bir Mourad Raïs à Alger. Selon leur délégué national « une cellule de crise a été installée à cet effet. Nous avons recensé plus d'une quarantaine de convocations émanant du tribunal et le chiffre risque d'augmenter ». Les mis en cause arrêtés au cours des affrontements avec la police ont été accusés d'attroupement sur l'autoroute et outrage à corps constitué selon une convocation du tribunal, dont une copie a été remise à la presse. « Les éléments arrêtés ont été conduits aux commissariats où des PV ont été signés ».

5/ Les gardes communaux protestent devant des sièges de wilayas à propos du décès de l'un de leur collègue

Des dizaines de gardes communaux avaient observé le dimanche 15 juillet, des rassemblements de protestation, devant les sièges des wilayas de : Sétif, Relizane, Bordj Bou Arreridj, El Taref, Tipaza, Aïn Defla, M'sila, Tيارت, Médéa, Guelma, Khenchela, Souk Ahras et Batna, pour exiger la vérité et l'ouverture d'une information judiciaire à propos du décès de leur collègue Lasfar Said 57 ans, qui avait participé à la marche. Ce décès est survenu jeudi 12/07/2012 dans un hôpital de Khemis Miliana dans la wilaya de Aïn Defla. Mais la DGSN avait démenti tout lien avec l'intervention des forces de l'ordre contre les manifestants. Ils avaient dénoncé également le silence des autorités au sujet de leur plateforme de revendications.

Ce qu'avait confirmé le délégué national de la garde communale par téléphone au journal El-Watan, qui a tenu à préciser que les protestataires vont rejoindre leurs collègues à Blida pour entamer une autre série de protestations. Et que tous les rassemblements qu'observent les gardes communaux à travers plusieurs wilayas du pays sont baptisés, « *les sit-in El Karama, dignité* » en guise de solidarité avec la famille de la victime, Said Lasfer.

6/ Les autorités n'ayant pas répondu à leurs revendications, les gardes communaux ont organisé une nouvelle marche sur Alger

D'après tsa-algerie.com, le délégué avait assuré que les gardes communaux n'ont pas obtenu de réponse concernant leur plate-forme de revendications. « Le ministère de l'Intérieur ne fait qu'envoyer des communiqués et exercer des pressions », regrette-t-il. Les gardes communaux avaient décidé pour la deuxième fois d'organiser une nouvelle marche sur Alger. « On vient chercher la réponse des autorités à nos revendications car nous n'en avons toujours pas reçu » avait-il précisé. Il avait affirmé que ses camarades n'ont aucune crainte par rapport à cette nouvelle action. « On ne craint même pas les terroristes », avait-il lancé.

Le départ de la marche a eu lieu le jeudi 19/07/2012 vers 6 heures du matin à Blida, où les gardes communaux tenaient un sit-in depuis plusieurs jours. « On est actuellement près de douze mille. Mais des gardes communaux des autres wilayas arrivent au fur et à mesure », avait-il souligné.

Cependant, seulement 3000 hommes et deux femmes dont les maris sont décédés au combat avaient pu quitter Blida pour atteindre Alger à pied, avait rapporté le journal El-Watan.

Leur objectif ? Porter leurs revendications au président de la République. Mais la marche avait été bloquée une nouvelle fois à Boufarik par la gendarmerie nationale.

Les gardes communaux ne tenteront pas de franchir les barrages dressés par la gendarmerie nationale comme ils l'ont fait le 9 juillet lors de la première marche avec les forces antiémeute à Birkhadem pour éviter la confrontation avait assuré leur délégué à TSA. Ils ne voulaient pas de violence, alors ils s'assoient par terre. Après approbation générale, ils se sont levés, pour enfin quitter l'autoroute et faire un sit-in à côté en franchissant le fossé et se plaçaient dans le champ voisin. Ils avaient décidé de passer la nuit à Boufarik. A l'ombre d'un arbre, Zohra Mazari et Mira Rahmane se reposaient. « Nous voulons un statut pour nos maris, décédés au combat », avaient-elles expliqué à la journaliste d'El Watan. Leur bouteille d'eau était presque vide. Elles avaient marché à côté des hommes, ballerines aux pieds. S'il le faut, elles recommenceront. Les 3000 hommes passeront la nuit dehors, dans le champ. A la veille du Ramadhan, plus rien ne les arrêtera dans leur course à la dignité.

7/ Les gardes communaux passeront la nuit à Boufarik

La marche s'était donc transformée en un grand rassemblement avec près de « **17 000 manifestants qui campaient dans un champ près de l'autoroute Alger Blida** », selon la déclaration à TSA du délégué national. Ce dernier affirmait que d'autres gardes communaux continuaient d'affluer vers le lieu de rassemblement et sont déterminés à rester à Boufarik. « *Blida, c'est fini ! D'ailleurs le siège de la délégation était occupé par les éléments de la police antiémeute* », avait-t-il ajouté.

Devant la résolution des contestataires de maintenir leur rassemblement en campant devant les portes de Boufarik, des pressions étaient exercées sur ces derniers pour les dissuader de poursuivre leur action. **Des détachements de la garde communale dans certaines wilayates (Tipaza, Boumerdès et Bouira) ont vu leurs salaires suspendus. Pour d'autres comme Bejaïa, 65 de leurs éléments ont été désarmés.**

8/ La prise en charge par la CNR des dossiers des demandes de retraites des agents de la garde communale

Par ailleurs, selon une source de l'APS du 20/07/2012 qui avait annoncé que « *toutes les dispositions ont été prises au niveau de la Caisse nationale des retraites (CNR) pour le traitement des dossiers des demandes de retraites des agents de la garde communale* » selon un communiqué du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale.

La prise en charge par la CNR des dossiers des agents de la garde communale vient en application d'un dispositif exceptionnel permettant la mise en position de retraite des gardes communaux cumulant 15 années de service au 31 décembre 2012, sans condition d'âge avec rachat des droits par le trésor public pour compenser la Caisse Nationale des Retraites (CNR) sur les années de cotisation en manque, avait en outre indiqué le ministère de l'Intérieur et des collectivités locales.

Il est à rappeler que parmi les revendications des agents de la garde communale figure « *une retraite anticipée avec des indemnités (matérielles et morales) en cas de dissolution de leur corps.* »

9/ Les gardes communaux déterminés à rester à Boufarik, avaient dressé un campement de fortune

"*Les gardes communaux avait dressé depuis le début du mois de Ramadhan leur campement de fortune devant le marché de Boufarik. Ils ont opté pour cette forme de protestation pour faire connaître leurs revendications après avoir été empêchés de marcher vers le siège du Chef de l'État.*

La population de Boufarik leur manifesta sa solidarité en leur venant en aide en matière de nourriture. Aucun contact officieux ni officiel n'avait pointé à l'horizon. Selon les informations que l'on peut lire dans divers journaux, le président de la République, avait-t-on appris sur les lieux, s'est déjà saisi de leur dossier."

10/ Plus 600 gardes communaux pourraient être concernés par des décisions de suspension

Cependant, plus de 600 gardes communaux en sit-in ouvert à Boufarik pourraient être concernés par des décisions de suspension en raison de leur participation à des marches et manifestations pour faire connaître leurs revendications professionnelles, selon des sources au ministère de l'Intérieur. Selon une source du journal électronique TSA, Aliouat Lahlou, délégué national des gardes communaux, a été suspendu de ses fonctions et son salaire gelé par le wali de Bouira en attendant sa comparution devant le conseil de discipline. La décision de suspension - dont TSA détenait une copie - est entrée en vigueur le 2 juillet dernier.